

# Des chaînes de valeur sans déforestation : une réponse nécessaire

12 juillet 2022 - 12 juillet 2022

La nécessité de s'attaquer à la «déforestation importée» explique l'intérêt croissant pour le développement de chaînes d'approvisionnement «zéro déforestation». Le principal facteur de la déforestation est la conversion de forêts en terres agricoles, le plus souvent pour la monoculture d'arbres. Dans les pays émergents et en développement, un pourcentage important de ces «nouvelles terres agricoles» est affecté à la production de produits de base destinés à l'exportation, tels que le cacao, le café, le soja, le bœuf, l'huile de palme, la pulpe et le papier, ainsi que le caoutchouc ou le bois de coupe. L'importation de produits poussant sur ces ex-terres forestières encourage donc la déforestation.



©EU GCCA+ Suriname

À travers son approche de coopération extérieure, l'UE promeut des mesures de gestion forestière intégrée, qui s'attaquent à la question de la durabilité et de la légalité de la production et des chaînes de valeur, tout en s'attachant à préserver la biodiversité et les moyens de subsistance locaux. Cette approche encourage la généralisation des chaînes de valeur sans déforestation, en associant des mesures liées au commerce et un soutien aux gouvernements partenaires (par exemple, dans les domaines suivants : gouvernance forestière, aménagement des sols, conception de mesures incitatives et systèmes de garantie de légalité), aux producteurs locaux (pratiques de production et respect des exigences de certification par exemple) et aux organisations non gouvernementales (en tant que partenaires de plaidoyer et de suivi). Des mécanismes, tels que «EU Forest for the Future», s'inscrivent dans le cadre du soutien technique pour des écosystèmes forestiers en bonne santé et la croissance économique. Les nouveaux partenariats forestiers de l'UE encourageront la mise en place d'une approche globale et intégrée, notamment des chaînes de valeur forestières durables et l'agriculture sans déforestation, la restauration de forêts, la promotion des investissements, la gouvernance et l'application de la loi, ainsi que la participation de la société civile.

Au cours de ces dernières années, l'UE a élaboré un cadre stratégique et réglementaire (qui doit encore être finalisé) afin de soutenir la transition vers un commerce de produits de base sans déforestation. Ce cadre vient compléter le plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) qui s'attaque à l'abattage illégal et au commerce illicite du bois, afin de renforcer la gouvernance forestière en dehors de l'UE, mais qui ne couvre pas la déforestation due à l'agriculture.

Plusieurs mécanismes peuvent soutenir le développement de chaînes de valeur sans déforestation. Les systèmes de certification privée et d'étiquetage volontaire, les normes facultatives, la sensibilisation de l'utilisateur et les politiques d'achat écologiques sont de plus en plus utilisés, mais ces mesures sont insuffisantes pour agir à l'échelle requise contre la déforestation. D'autres pistes incluent un système d'étiquetage ou une certification publique pour les produits liés à un risque élevé de certification ; l'imposition d'exigences strictes de diligence raisonnable aux importateurs ; et l'utilisation de taxes et droits différenciés pour encourager la transition vers des modes de production et de consommation sans déforestation.

La proposition de règlement introduit un système d'évaluation comparative des pays (afin de pouvoir classer ceux-ci selon le risque – faible, standard ou élevé – qu'ils produisent des produits de base qui ne respectent pas ce règlement), associé à des obligations de diligence raisonnable pour les opérateurs et négociants de l'UE (importateurs) de produits de base (six au départ) présentant un risque pour les forêts, en fonction du risque.



©EU GCCA+ Ethiopia

L'initiative de l'AMCC+ contribue à la lutte contre la déforestation à travers divers projets. En République démocratique du Congo, elle soutient par exemple la création d'une chaîne de valeur de l'hévéa, durable et inclusive. En Éthiopie, elle encourage la production durable de café et la conservation des écosystèmes forestiers grâce à la gestion intégrée du paysage. Et dans la région amazonienne du Brésil, les chaînes de valeur agricoles durables et innovantes.

La conservation des forêts naturelles revêt une importance stratégique, tant pour l'atténuation du changement climatique (vu leur potentiel de stockage du carbone) que l'adaptation (ces forêts jouant un rôle dans la régulation du débit de l'eau et le climat local, ainsi que dans le soutien aux productions essentielles, aux moyens de subsistance et à la biodiversité).



Suivre la UE AMCC+



Rejoins UE AMCC+  
Plateforme Collaborative